

ROSA Newsletter

Points de vue sur l'actualité : Actualisation du CFA : Principaux défis et actions futures

Le Cadre global d'action (CFA) a été développé en 2008 par une équipe spéciale de haut niveau (HLTF)¹ pour mettre en place une réponse coordonnée du système des Nations Unies et des partenaires à la crise des prix alimentaires. Ce document est en train d'être révisé pour mieux prendre en compte toutes les dimensions de la sécurité alimentaire et les changements dans le contexte mondial. En janvier 2010, un processus de consultation a été lancé pour recueillir les opinions de nombreuses parties prenantes. Dans le cadre de ce processus, une réunion de dialogue avec la société civile s'est tenue à Dublin du 17 au 18 mai. Marianne Muller² (HLTF), dans cet entretien, revient sur les progrès réalisés en matière de renforcement de la coordination, les défis que représente la révision du CFA et la marche à suivre pour l'action internationale.

Dans quelle mesure le CFA et le travail de l'équipe spéciale ont-ils contribué à promouvoir une meilleure coordination et synergie au plan international ?

Ces deux dernières années, de nombreux progrès ont été réalisés en vue d'une plus forte mobilisation de la communauté internationale, mieux organisée et plus cohérente. De nombreuses initiatives sont en place pour renforcer les partenariats entre les acteurs concernés et promouvoir des approches nationales. Citons par exemple la réforme du CFS (Comité de la sécurité alimentaire mondiale), l'adoption des cinq principes de Rome³ et le programme CAADP (Programme global de développement agricole pour l'Afrique) de l'Union Africaine.

Le CFA a contribué à l'amélioration de la coordination, en particulier au sein du système des NU (y compris des institutions de Bretton Woods). Il s'agit d'un cadre commun qui représente un consensus entre les 21 agences. C'est un accomplissement de taille. Il permet d'identifier qui fait quoi, afin de tirer le meilleur parti des synergies, d'éviter les chevauchements et d'identifier les défaillances.

Mais le CFA vise à insuffler une vision commune au-delà du système des Nations Unies et à définir des résultats communs. C'est pourquoi le HLTF a décidé d'amplifier ses efforts de collaboration, en actualisant le CFA grâce à un processus de consultation inclusif.

Comment la société civile a-t-elle participé à l'actualisation du CFA ?

Le HLTF a contacté plus de 300 organismes afin d'obtenir leur contribution pour la révision du CFA. Nous avons reçu 51 réponses, essentiellement de la part d'organisations non gouvernementales. Certaines d'entre elles ont soumis des commentaires consolidés qui reflètent un consensus au sein de leurs organisations. Par exemple, la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) a lancé une consultation interne parmi ses membres et ses partenaires. Les commentaires reçus ont été intégrés autant que possible au projet d'actualisation du CFA préparé pour la réunion de Dublin⁴.

À Dublin, les discussions ont été positives et constructives. La plupart des groupes de travail⁵ ont formulées une série de recommandations communes à la fois sur les résultats attendus du CFA et sur les actions à mener pour y parvenir. Pour moi, il s'agit d'un moment clé pour la coordination. C'est l'opportunité pour tous les acteurs de s'impliquer, en particulier les ONG, non seulement aux niveaux des actions mais dans des processus qui permettront de les orienter.

Quelles est la marche à suivre pour l'action internationale ?

La coordination implique d'atteindre des objectifs communs en passant progressivement de i) l'échange d'informations, à ii) l'harmonisation des positions, au iii) travail en synergie, à iv) la recherche d'une unité d'action. En matière de sécurité alimentaire, nous avons atteint l'étape d'harmonisation au plan international, et de synergie au plan national dans certains pays. Nous devons maintenant avancer vers l'opérationnalisation du CFA, mais aussi développer et maintenir le consensus au sein des Nations Unies et au-delà.

¹ L'équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (HLTF) a été formée en avril 2008. Elle réunit les agences spécialisées, les fonds et les programmes des Nations Unies, la Banque Mondiale, le FMI, l'OCDE et l'OMC.

² Directrice des politiques et responsable de l'équipe de coordination du HLTF.

³ Les principes de Rome : 1) appuyer les plans pris en charge par les pays ; 2) stimuler une coordination stratégique de l'aide ; 3) adopter une approche globale de la sécurité alimentaire ; 4) veiller à ce que le système multilatéral joue un rôle important ; 5) garantir un engagement financier soutenu.

⁴ Vous trouverez une version intégrale des commentaires et le projet de révision du CFA examiné à Dublin sur www.un-foodsecurity.org et sur le site de ROSA.

⁵ Six groupes de travail thématiques ont été formés : 1) assistance alimentaire, 2) systèmes de protection sociale, 3) production alimentaire et filières, 4) meilleure gestion des écosystèmes pour la stratégie alimentaire et la nutrition, 5) politiques commerciales / des taxes et marchés alimentaires internationaux, 6) systèmes d'information et de suivi.

Agenda

Événements passés

- **Séminaire sur les stocks alimentaires :** En collaboration avec Oxfam Solidarité et l'IATP, le CSA (Collectif Stratégies Alimentaires) a organisé le 1er et 2 juin derniers, un séminaire sur les stocks alimentaires. Les discussions ont porté sur le rôle pouvant être joué par ce type d'instruments dans un contexte marqué par une volatilité accrue des prix alimentaires et des aléas climatiques plus prononcés. >>>
- **Forum sur la nutrition organisé par le PAM et la ville de Rome :** Cet événement de deux jours a été organisé du 31 mai au 1^{er} juin. Il a réuni des experts de haut niveau avec l'objectif d'appuyer les efforts de la communauté internationale pour lutter contre malnutrition. >>>
- **31ème Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes :** Cette rencontre a eu lieu au Panama du 26 au 30 avril. Les délégations des 33 pays membres ont participé aux discussions ainsi que des ONG, des organisations intergouvernementales, les agences des Nations Unies et des observateurs. >>>

Événements à venir

- **31 mai-11 juin :** Deuxième session de négociation sur la Convention Climat – Bonn (Allemagne)
- **15-18 juin :** Séminaire/formation sur les approches sectorielles dans le secteur des ressources naturelles (EuropeAid) – Bruxelles
- **21-25 juin :** Séminaire régional sur la sécurité alimentaire en Asie – Vientiane (Laos)
- **7-9 juillet :** Forum sur les investissements pour la sécurité alimentaire en Asie et au Pacifique - Manille (Philippines)
- **12-14 juillet :** Séminaire agriculture et développement rural : « questions clés » – Bruxelles
- **15-16 juillet :** Séminaire/formation sur le développement de filières en faveur des plus pauvres (EuropeAid) – Bruxelles
- **20-22 septembre :** Réunion de haut niveau sur les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) – New York.
- **11-14 octobre :** 36^{ème} réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) – Rome

Pour plus d'information : Événements [à venir](#)

Nouvelles de la Commission

➤ Briefing sur l'aide humanitaire et le développement rural

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), la DG Développement, EuropeAid, le Secrétariat d'ACP, [Concord](#), ainsi que d'autres partenaires organisent des séances régulières d'information à Bruxelles sur les questions et les défis majeurs en matière de développement rural, dans le contexte de la coopération EU/ACP. La séance du 12 mai a permis de débattre des évolutions récentes et des approches novatrices en matière d'assistance humanitaire pour répondre aux défis futurs. >>>

➤ Séminaires / formations sur l'agriculture et le développement rural organisés par l'unité E6 d'EuropeAid

Après des années de négligence, le développement agricole et rural (ARD) revient à l'ordre du jour international. Les tendances en matière de sécurité alimentaire, d'instabilité des marchés et de changement climatique mettent en lumière l'importance de ces secteurs pour atteindre un développement durable.

L'unité E6 d'EuropeAid organise trois formations/séminaires sur les questions relatives à l'ARD :

1. Approches sectorielles dans le secteur des ressources naturelles - Développement agricole et rural et environnement (15-18 juin)
2. Séminaire agriculture et développement rural : « questions clés » (12-14 juillet)
3. Développement de filières en faveur des plus pauvres (15-16 juillet)

Pour plus d'information >>>



Actualités du réseau

Nouvelles ressources en ligne

➤ Lutte contre la malnutrition

Le lait, c'est important. Le rôle du lait dans l'alimentation des enfants des sociétés pastorales des régions de Liben et Shinile, en Ethiopie, Feinstein International Center, Tufts University and Save the Children – 2009

Ce rapport est le résultat de la première phase de Milk Matters ("Le lait, c'est important"), qui vise à améliorer l'état nutritionnel des enfants dans les zones pastorales ou demi-pastorales de la Corne de l'Afrique. Cette étude traite des perceptions par des communautés pastorales éthiopiennes des principales causes de la malnutrition infantile, du rapport entre l'état nutritionnel de l'enfant et la production de lait d'origine animale, ainsi que leur vision des meilleures interventions à réaliser dans leur communauté pour lutter contre la malnutrition. >>>

Faim de changement. Plan d'action chiffré en huit étapes pour lutter contre la faim des enfants dans le monde, Save the Children – 2010

Ce rapport propose l'adoption d'un paquet de huit mesures visant à améliorer le régime des femmes enceintes et des enfants âgés de moins de deux ans, et par là, à prévenir la faim et la malnutrition. Les efforts doivent d'abord cibler les huit pays qui comprennent 50% des enfants malnutris dans le monde. Save the Children évalue le coût d'un tel paquet à 8,8 millions de dollars. >>>

Quand l'urgence dure plusieurs décennies. Comment améliorer la sécurité alimentaire dans les situations de crises prolongées, FAO – 2010

Quand l'urgence perdure des décennies, les instruments traditionnels du développement et de l'aide humanitaire ne permettent pas d'apporter des réponses efficaces. Les interventions devraient être associées à des mesures traitant des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire, elles devraient adopter des stratégies à long terme et s'appuyer sur les institutions locales. >>>

Renforcer la nutrition. Un cadre d'actions consultation financée par la Fondation Bill et Melinda Gates, le gouvernement Japonais, UNICEF et la Banque Mondiale - 2010

Cette note vise à établir un état des lieux d'un cadre émergent qui définit des principes et des priorités pour les actions de réduction de la malnutrition. Il vise également à mobiliser des investissements croissants sur des actions en faveur de la nutrition dans différents secteurs. La note explique d'abord pourquoi il est nécessaire de focaliser les efforts sur la lutte contre la malnutrition. Dans la dernière partie, l'article propose des recommandations spécifiques pour orienter les actions. >>>

Identifier les vulnérables urbains, ACF – Décembre 2009

La multiplication des crises alimentaires en milieu urbain, la difficulté à cibler les populations les plus vulnérables face à l'ampleur de la pauvreté urbaine, l'exclusion sociale et la non-reconnaissance des quartiers défavorisés par les autorités représentent autant de difficultés qui ont conduit à l'élaboration de ce guide méthodologique à usage des praticiens de terrain. >>>

➤ Transferts sociaux

Evaluation externe du programme pilote de transferts sociaux de Mchinji. Résumé Exécutif, Université de Boston, Université du Malawi - 2008

Le Projet pilote de transferts sociaux (PPTS) décentralisé est un instrument de protection sociale visant à réduire la pauvreté, à lutter contre la faim et à améliorer la scolarisation chez les bénéficiaires parmi les 10% des foyers les plus pauvres. Le rapport analyse les forces et les faiblesses du PPTS. L'évaluation met en avant les impacts positifs du projet et propose des améliorations, notamment du point de vue opérationnel et du ciblage. Le rapport conclut que le PPTS devrait être inclus en tant qu'instrument dans les stratégies nationales de protection sociale, et de développement du Malawi. >>>

➤ Approche par le droit à l'alimentation

Combattre la faim par le biais du droit à l'alimentation. Progrès réalisés au niveau national en Afrique, Amérique latine et en Asie du Sud – Mai 2010

Cette note de synthèse étudie la mise en œuvre du droit à l'alimentation au niveau national en Afrique, en Amérique Latine et en Asie du Sud. Plusieurs pays ont donné un sens concret aux principes du droit à l'alimentation à travers leurs constitutions, lois, jurisprudence, institutions, politiques publiques et programmes. Plusieurs sujets liés au droit à l'alimentation sont ainsi concernés : la pêche, la terre, la prise en compte des populations les plus vulnérables, et l'accès aux ressources naturelles. >>>

➤ Autres thématiques

C. Golay, Crise et sécurité alimentaires : vers un nouvel ordre alimentaire mondial ? – 2010

Cet article présente d'abord le contexte qui a précédé la crise alimentaire ainsi que ses causes ; puis il dresse un état des lieux des réponses qui y sont apportées aujourd'hui. L'auteur porte un regard critique sur les mesures prises qui ne prennent pas en compte les causes profondes de la malnutrition et de la crise alimentaire – comme les exclusions sociales, économiques et politiques et les discriminations. Il conclut en affirmant que la crise alimentaire pourrait être à l'origine de la créa-

tion d'un nouvel ordre alimentaire mondial, basé sur trois piliers clés : l'aide alimentaire, la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation. >>>

L'impact à long terme de la violence sur l'organisation foncière et la sécurité alimentaire. La région du Guéra, centre du Tchad, Han Van Dijk – 2010

Cette communication s'interroge sur les impacts à long terme de la violence et de l'insécurité quasi permanente sur les systèmes de production agricole et l'organisation foncière et finalement sur la sécurité alimentaire. Sur la base des données recueillies dans 3 villages du Guéra au centre du Tchad dans les années 2003-2006, l'étude montre qu'il y a une relation forte entre l'intensité et la nature de la violence d'une part et l'organisation foncière et la production agricole, et aussi la situation sociale et alimentaire, d'autre part. Quelques leçons sont tirées et des questions sont formulées pour approfondir les recherches sur ces processus. >>>

Activités du réseau

➤ Une séance d'information sur le réseau ROSA à Bruxelles

L'équipe d'animation et EuropeAid (unités E6 et G4) travaillent à l'organisation d'une séance d'information sur le ROSA. Il s'agira d'une conférence – déjeuner qui aura lieu à l'Info Point à Bruxelles au mois de juillet (date à confirmer). Cette réunion permettra de présenter les principales activités du réseau et de faire une démonstration du fonctionnement du site extranet, en particulier des outils interactifs. Une vidéo, qui est en cours d'élaboration, sera présentée avec quelques témoignages sur l'histoire du ROSA et sur son utilisation en tant qu'outil de travail. Venez nombreux !

➤ Participation au séminaire régional en Asie

Du 21 au 25 juin, l'équipe d'animation participera au séminaire régional organisé par EuropeAid au Laos. Cette rencontre sera une occasion privilégiée pour échanger avec les participants impliqués dans la sécurité alimentaire en Asie. Elle permettra également de recueillir des suggestions et des recommandations sur le réseau et les activités à venir. La newsletter No. 22 servira à diffuser les documents et à rendre compte des échanges qui auront lieu lors du séminaire. La bibliothèque et l'agenda seront alimentés en priorité avec des informations traitant des enjeux de la sécurité alimentaire dans la région. N'hésitez pas à y contribuer en partageant des ressources documentaires, en annonçant des actualités et en identifiant des thèmes clés à traiter.

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du Gret chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative de l'Office de Coopération EuropeAid (de l'unité E6 - Ressources naturelles en collaboration avec l'unité G4 - Formation et gestion des connaissances).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.